

Les fédérations sportives japonaises sont autorisées à mettre en place leurs propres systèmes pour suivre les abus et les agresseurs – ce que beaucoup choisissent simplement de ne pas faire », a déclaré Kanae Doi, directrice de la directrice japonaise de Human Rights Watch. « Cela expose les enfants à des risques inacceptables et laisse aux parents et aux athlètes peu d'options pour déposer des plaintes ou chercher des recours contre les puissants agresseurs. »

La maltraitance des enfants dans le sport est un problème mondial avec l'absence de systèmes unifiés et clairs pour lutter contre la violence et les abus. Le fardeau de signaler les abus incombe souvent aux victimes, tandis que les systèmes de signalement sont opaques, insensibles et inadéquats. Dans le monde entier, les entraîneurs et autres agresseurs restent impunis ou sont promus à des postes où ils peuvent menacer et faire taire leurs accusateurs.

Deux présidents de fédérations sportives, en Haïti et en Afghanistan, ont été accusés d'agression sexuelle sur des athlètes féminines au cours des 18 derniers mois. Le médecin olympique des États-Unis Larry Nassar a abusé de centaines de gymnastes féminines pendant des décennies. Les enfants et les adolescents qui se présentent ne sont souvent pas crus lorsqu'ils accusent des entraîneurs puissants qui tiennent le succès des athlètes en otage. Le 26 juin, selon le *New York Times*, le triathlète sud-coréen Choi Suk-hyeon, 22 ans, s'est suicidé après avoir déposé de nombreuses plaintes auprès de responsables sportifs et gouvernementaux au sujet des sévices physiques et psychologiques dont elle a été victime.

« Le sport peut apporter des avantages comme la santé, les bourses d'études et les carrières, mais trop souvent les victimes d'abus vivent la souffrance et le désespoir », a déclaré Takuya Yamazaki, avocate sportive au comité exécutif de l'Association mondiale des joueurs, le syndicat mondial des athlètes qui s'est associé à Human Rights Watch sur le rapport. « L'une des raisons pour lesquelles il est si difficile de traiter les cas d'abus est que les athlètes ne sont pas encouragés à avoir voix au chapitre. Tout comme les nombreux athlètes courageux qui défendent de plus en plus leurs droits, les organismes sportifs doivent faire preuve de courage pour faire face au passé, si l'on veut que le sport soit une véritable force pour le bien.

La principale recommandation de Human Rights Watch est que le pays mette en place un Japan Center for Safe Sport, un organisme administratif indépendant chargé de lutter contre la maltraitance des enfants dans le sport japonais afin d'assurer la déclaration et le suivi des plaintes pour abus, d'établir des remèdes significatifs pour les athlètes et les parents et de dissuader les enfants en identifiant et en décortiquant les entraîneurs abusifs.

Alors que les Jeux olympiques et paralympiques de Tokyo sont reportés à l'été 2021, le Japon a un an pour prendre des mesures convaincantes avant le début des Jeux, a déclaré Human Rights Watch.

« Prendre des mesures décisives pour protéger les enfants athlètes enverra un message aux enfants japonais que leur santé et leur bien-être sont plus importants que les médailles – tout en mettant les entraîneurs violents à l'avis que leur comportement ne sera plus toléré », a déclaré M. Worden.

« Si le Japon agit maintenant, il peut servir de modèle pour la façon dont d'autres pays peuvent mettre fin à la maltraitance des enfants dans le sport. »